

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-28 du 3 septembre 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Bureau du Représentant au Commerce (USTR) publie les mesures finales dans le cadre de son enquête visant l'importation de produits issus du travail forcé
2. Washington et Ottawa annoncent de nouveaux droits de douane après l'échec des négociations bilatérales
3. Le Trésor dévoile un dispositif d'isolement économique de l'Iran

Climat – énergie – environnement

4. La Maison Blanche annonce un accord pétrolier historique avec le Venezuela
5. Le président Donald Trump déclare l'état d'urgence nationale afin de sécuriser le réseau électrique à haute tension
6. Le Département de l'Intérieur fixe les nouvelles règles de gestion du fleuve Colorado pour 2027-2028
7. L'Agence de protection de l'environnement assouplit les obligations des petites raffineries et augmente l'offre d'essence

Transport et infrastructure

8. L'administrateur de la TSA présente la Stratégie Horizon 2025

Industrie

9. L'administration américaine dévoile sa nouvelle National Space Transportation Policy et crée la Space Academy

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Le Président Trump annonce l'ouverture d'un contingent de 300 000 T de viande de bœuf
11. En parallèle, la Secrétaire à l'Agriculture annonce un plan d'action destiné à reconstruire le *Great American Beef Herd*

Numérique et innovation

- 12. La Maison Blanche publie une stratégie visant à réorganiser la recherche fédérale autour de priorités technologiques
- 13. La Maison Blanche autorise des entreprises privées à mener des opérations cyber offensives contre des organisations criminelles étrangères
- 14. Meta conclut un accord de plus de 17 Md\$ avec plusieurs États fédérés sur la protection des mineurs

Santé

- 15. La Maison Blanche annonce neuf nouveaux accords « MFN » avec des laboratoires pharmaceutiques de taille intermédiaire

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Bureau du Représentant au Commerce (USTR) publie les mesures finales dans le cadre de son enquête visant l'importation de produits issus du travail forcé

Le 23 juillet, le Bureau du Représentant au Commerce (USTR) a [publié](#) les mesures finales dans le cadre de son enquête visant l'importation de produits issus de travail forcé, menée en vertu de la Section 301.

L'Union européenne, à l'instar de Taïwan, sera soumise à un droit de douane total plafonné à 10 %, [droit NPF inclus](#). Le Japon, la Corée du Sud et la Suisse seront soumis à un droit de douane total plafonné à 12.5%, [droit NPF inclus](#). Le reste des économies se voient appliquer un droit [additionnel](#) au droit NPF, de 10% (Argentine, Bangladesh, Cambodge, Canada, Équateur, Salvador, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Mexique, Pakistan, Sri Lanka, Royaume-Uni, Trinité-et-Tobago), ou de 12.5% pour le reste des 41 économies, comprenant la Chine, le Vietnam ou Singapour.

2. Washington et Ottawa annoncent de nouveaux droits de douane après l'échec des négociations bilatérales

Le 22 août 2026, les droits de douane de 50% au titre de la Section 338 du *Tariff Act* de 1930 visant les importations canadiennes sont entrés en vigueur, après l'échec des négociations bilatérales pour un accord commercial. Ces mesures avaient été [annoncées](#) le 20 juillet par trois proclamations présidentielles et devaient s'appliquer le 19 août, mais avaient été [reportées](#) de trois jours pour permettre la négociation. Le champ de ces droits couvre 554 lignes tarifaires : outre les produits laitiers et les boissons alcoolisées, l'essentiel de l'assiette porte sur des biens intermédiaires de consommation courante (machines et équipements électriques, plastiques et emballages, meubles, bois et papiers-cartons, textiles et habillement) ; soit environ 20 milliards de dollars de biens canadiens et « environ 5% » des exportations canadiennes vers les États-Unis [selon](#) le représentant américain au Commerce (USTR) Jamieson Greer. Les droits s'appliquent y compris aux biens conformes à l'USMCA.

En réponse, le 24 août, Ottawa a [annoncé](#) des contre-mesures « dollar pour dollar » à partir du 8 septembre, incluant des hausses de droits de douane de 15 à 50%. Le même jour, Donald Trump a [annoncé](#) des droits de 50% sur l'acier, l'aluminium, les automobiles et les pièces détachées au 1^{er} janvier 2027.

Au 1^{er} septembre, l'USTR aurait [confirmé](#) qu'aucune négociation n'était en cours, estimant que la situation relevait davantage de l'urgence canadienne que de l'urgence américaine. Mark Carney a quant à lui [appelé](#) l'administration américaine à « commencer à être sérieuse » pour que les discussions puissent reprendre, après la signature d'un [décret présidentiel](#) renommant le lac Ontario en « Lake America ».

3. Le Trésor dévoile un dispositif d'isolement économique de l'Iran

Le 24 août, le secrétaire au Trésor Scott Bessent a [dévoilé](#) un dispositif d'isolement économique de l'Iran baptisé « Operation Economic Outcast ».

A ce titre, le Trésor a notamment étendu le champ des sanctions secondaires à cinq secteurs de l'économie iranienne (actifs numériques, technologie, or, aviation, transport maritime), et désigné dans le même temps près de soixante entités et navires dans plusieurs juridictions, dont les Emirats arabes unis, Hong Kong, la Chine, Singapour et la Suisse. Cinq licences générales autorisant des transferts de fonds personnels et des échanges académiques, sportifs et culturels ont été suspendues.

Le 28 août, ces mesures ont été complétées par une [proposition de règle](#) qui interdirait aux établissements financiers américains d'ouvrir ou de maintenir un compte de correspondance pour Banque Misr UAE, filiale émiratie de la banque égyptienne Misr.

Climat – énergie – environnement

4. La Maison Blanche annonce un accord pétrolier historique avec le Venezuela

Le 31 août, la Maison Blanche a [annoncé](#) un accord historique avec le Venezuela, donnant aux États-Unis des droits majeurs sur 17 champs pétroliers représentant environ 65 Md de barils de réserves prouvées, via la société privée North American Blue Energy Partners (NABEP).

L'accord, régi par le droit américain, prévoit notamment que NABEP accorde :

- 35 % du capital de sa société mère, sans frais, au Bureau du capital stratégique du Département américain de la Guerre ;
- un accès garanti à 20 % de la production au coût de production pour le Département d'État, ainsi qu'un droit de premier refus sur les 80 % restants ;

- un droit de veto américain sur la gouvernance de l'entreprise et une majorité du conseil devant être composée de citoyens américains ;

La Maison Blanche présente l'accord comme un moyen de renforcer la domination énergétique américaine et la sécurité des approvisionnements, notamment en contribuant au remplissage de la réserve stratégique de pétrole. Le communiqué indique également que NABEP a élaboré un plan pour augmenter rapidement la production en investissant jusqu'à 100 Md\$ dans de nouvelles infrastructures pétrolières au Venezuela. Il précise enfin que les concessions de NABEP seront régies par la nouvelle loi vénézuélienne sur les hydrocarbures, et que NABEP, dans ce cadre et à mesure qu'elle augmente la production, versera environ 200 Md\$ de redevances et de paiements d'impôts au cours des 25 premières années.

5. Le président Donald Trump déclare l'état d'urgence nationale afin de sécuriser le réseau électrique à haute tension

Le 26 août, le président D. Trump a [signé](#) un décret présidentiel [visant](#) à protéger la sécurité, l'intégrité et la fiabilité des équipements électriques du réseau à haute tension utilisés aux États-Unis, notamment contre les ingérences d'acteurs étrangers. Le décret ne s'applique pas aux installations utilisées pour la distribution locale d'électricité. Le décret :

- déclare un état d'urgence nationale, en vertu de l'*International Emergency Economic Powers Act* et du *National Emergencies Act* ;
- interdit de manière générale l'achat ou l'installation aux États-Unis de certains équipements électriques de systèmes à haute tension produits à l'étranger, y compris les logiciels critiques et capacités numériques associés susceptibles de présenter des risques en matière de cybersécurité ou d'exploitation ;
- autorise le Secrétaire à l'Énergie, en concertation avec les autres membres du Cabinet, à imposer, lorsque cela est nécessaire, des conditions au maintien de l'utilisation et de l'exploitation de ces équipements afin de répondre à ces préoccupations, en tenant compte de leurs effets sur la fiabilité, la sécurité, la disponibilité des équipements de remplacement et la continuité du service.

6. Le Département de l'Intérieur fixe les nouvelles règles de gestion du fleuve Colorado pour 2027-2028

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [publié](#) le 21 août les lignes directrices opérationnelles pour 2027-2028 ainsi que la décision officielle (Record of Decision), fixant un cadre de décision à 10 ans, issue de l'étude finale d'impact environnemental sur la gestion du

fleuve Colorado après 2026. Pour faire face à une sécheresse qui dure depuis 26 années et à des réserves du Lake Powell et Lake Mead tombées à des niveaux historiquement bas, les nouvelles règles de gestion du Colorado prévoient, pour 2027 et 2028, une réduction des livraisons d'eau de 1,54 milliard de m³ par an aux États du « *Lower basin* », répartie entre l'Arizona (937 millions de m³), la Californie (543 millions) et le Nevada (62 millions). Les États devront en outre économiser et stocker volontairement au moins 863 millions de m³ sur deux ans, tandis que les lâchers du Lake Powell en 2027 devraient atteindre 7,4 à 8,6 milliards de m³, avec pour objectif de maintenir le réservoir au-dessus de 1 070 mètres d'altitude afin de préserver le fonctionnement du barrage électrique de Glen Canyon. Le DoI rappelle que le fleuve Colorado fournit de l'eau à plus de 40 millions de personnes et produit de l'hydroélectricité pour sept États. Il constitue également une ressource essentielle pour 30 tribus et deux États mexicains, irrigue environ 2,23 millions d'hectares de terres agricoles dans l'Ouest américain et contribue au maintien d'écosystèmes essentiels ainsi qu'à la protection d'espèces menacées.

7. L'Agence de protection de l'environnement assouplit les obligations des petites raffineries et augmente l'offre d'essence

L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a pris deux mesures visant à soutenir l'approvisionnement du marché américain des carburants. Le 31 août, elle a [statué](#) sur 34 demandes d'exemption de petites raffineries au titre du Renewable Fuel Standard (RFS), le dispositif qui impose aux raffineries d'incorporer une certaine quantité de carburants renouvelables dans les carburants fossiles, notamment l'éthanol. L'EPA a accordé une exemption totale à 18 raffineries et une exemption de 50 % à 11 autres, tandis que trois demandes ont été rejetées et deux déclarées inéligibles. Le 20 août, l'agence avait par ailleurs [annoncé](#) un assouplissement temporaire des règles de volatilité de l'essence. Selon l'EPA, cette mesure pourrait ajouter plusieurs centaines de milliers de barils d'essence par jour au marché américain et contribuer à faire baisser les prix à la pompe.

Brèves

- L'Agence d'information sur l'énergie a [indiqué](#) le 1^{er} septembre que les exportations américaines de gaz naturel liquéfié (LNG) avaient progressé de 23% au premier semestre 2026 pour atteindre 17,4 Bcf/j. L'EIA explique cette progression principalement par l'augmentation des capacités de liquéfaction, grâce à la mise en service de nouvelles installations et à l'extension de terminaux existants. Les

exportations américaines vers l'Asie ont ainsi plus que doublé, progressant de 108 % sur un an (+2,3 Bcf/j), tandis que celles vers l'Europe ont augmenté de 1 % (+0,1 Bcf/j) et celles vers l'Amérique latine, les Caraïbes, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de 46 % (+0,8 Bcf/j). Les principaux pays destinataires étaient l'Égypte (1,7 Bcf/j), les Pays-Bas (1,7 Bcf/j), l'Italie (1,4 Bcf/j), la France (1,2 Bcf/j) et le Royaume-Uni (1,1 Bcf/j).

- Le Département de l'Intérieur (DoI) a [adopté](#) le 20 août deux exclusions réglementaires permettant au Bureau of Land Management d'accélérer les opérations de récupération de bois et d'éclaircissement forestier, sans évaluation environnementale complète. Le DoI précise que ces mesures, applicables aux projets allant jusqu'à 5 000 acres (environ 2023 hectares), visent à réduire les combustibles forestiers et le risque d'incendie, améliorer la santé et la résilience des forêts et faciliter leur restauration après les feux, alors que plus de 3 millions d'hectares ont brûlé en moyenne chaque année aux États-Unis depuis 2000.
- Le 12 août 2026, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) que la troisième vente de concessions pétrolières et gazières offshore dans le golfe du Mexique, portant sur 59 blocs, avait eu lieu et généré 82,7 M\$ d'offres. Le DoI précise que le plateau continental du golfe est estimé contenir 26,9 milliards de barils de pétrole et environ 1 290 milliards de m³ de gaz naturel techniquement récupérables.
- La Maison Blanche a [publié](#) le 6 août une proclamation du président Donald Trump [instaurant](#) des droits de douane et d'autres dispositions visant à protéger l'industrie américaine du polysilicium et sa chaîne d'approvisionnement contre les importations considérées comme une menace pour la sécurité nationale. Le polysilicium est un matériau de base essentiel pour les industries des semi-conducteurs et du solaire photovoltaïque.
- Le président Donald Trump a [signé](#) le 30 juillet une détermination présidentielle en vertu du *Defense Production Act* qui délègue au Secrétaire au Commerce le pouvoir d'instaurer des restrictions à l'exportation de minerais et matériaux critiques valorisables (« *Recoverable Critical Minerals and Materials* »).
- Le président Donald Trump a [signé](#) le 20 juillet un décret présidentiel qui restreint les dérogations permettant aux industriels de défense d'utiliser des matériaux critiques provenant de pays soumis à des restrictions, et peut imposer, dans certains cas, des plans visant à relocaliser les chaînes

d'approvisionnement aux États-Unis. Il [demande](#) également de mieux cartographier les chaînes d'approvisionnement critiques et d'accélérer la qualification de nouvelles sources américaines ou issues de pays partenaires, notamment en levant certains obstacles réglementaires.

Transport et infrastructure

8. L'administrateur de la TSA présente la Stratégie Horizon 2025

L'administrateur de la *Transportation Security Administration* (TSA), David P. Cummins, a [annoncé](#) le 24 août le lancement de la Stratégie Horizon 2025 qui vise, à l'approche du 25^{ème} anniversaire de l'Agence, à anticiper le futur pour le prochain quart de siècle. Cette stratégie fixe trois priorités pour les années à venir : la modernisation des points de contrôle de la TSA, l'amélioration de l'expérience des voyageurs et le renforcement de la sûreté de l'ensemble des modes de transport. La stratégie prévoit notamment de développer *TSA PreCheck*, programme permettant de bénéficier d'un contrôle de sûreté accéléré, ainsi que d'améliorer l'expérience des passagers, de simplifier l'acquisition de nouvelles technologies et de renforcer les capacités de la TSA face aux menaces liées aux systèmes aériens sans pilote. La TSA entend également accélérer les partenariats public-privé. Dans ce cadre, le programme *TSA Gold+* sera remplacé par une version élargie du *Screening Partnership Program*, afin d'accroître le recours à des opérateurs privés pour les contrôles de sûreté sous supervision de la TSA. La stratégie Horizon 2025 doit ainsi servir de cadre à la modernisation de l'agence pour les années à venir, en mettant l'accent sur l'innovation, avec l'objectif de développer de nouvelles capacités de sûreté tout en améliorant l'efficacité des contrôles et l'expérience voyageur.

Brèves

- Le Secrétaire d'Etat aux Transports, S. Duffy, a [annoncé](#) le 26 août le lancement de l'initiative « *America's Great Corridors of Commerce* » destinée à permettre l'utilisation des emprises des autoroutes et voies ferrées pour accueillir des infrastructures linéaires telles que des lignes de transport d'électricité, des réseaux de fibre optique ou des canalisations. Le dispositif prévoit le recours à des partenariats public-privé et à une assistance technique fédérale renforcée, ainsi qu'une rationalisation des procédures d'autorisation environnementale. Le *Build America Bureau* doit sélectionner jusqu'à cinq corridors prioritaires lors de la première phase,

qui devront servir au déploiement d'infrastructures énergétiques et numériques.

- Le Secrétaire d'Etat aux Transports, S. Duffy, a [annoncé](#) le 27 août le lancement de la deuxième phase du programme BEYOND de la *Federal Aviation Administration* (FAA), consacré à l'intégration des drones dans le système national d'espace aérien. La FAA prévoit de doubler la taille du programme en sélectionnant jusqu'à huit nouvelles entités parmi les Etats, collectivités locales, territoires, tribus et autorités territoriales. Cette extension doit permettre de multiplier les opérations avancées de drones et développer les partenariats entre l'administration fédérale, les autorités locales et l'industrie afin de faire évoluer le cadre réglementaire et permettre un déploiement plus large de ces technologies.

Industrie

9. L'administration américaine dévoile sa nouvelle National Space Transportation Policy et crée la Space Academy

Le 20 août 2026, l'administration Trump a [dévoilé](#) une nouvelle stratégie nationale de transport spatial visant à renforcer le leadership américain dans l'économie spatiale. Dans un contexte de concurrence accrue avec la Chine et de forte croissance des activités commerciales liées à l'espace, le texte fixe un objectif ambitieux de 1 000 lancements et rentrées atmosphériques par an d'ici 2030 (contre moins de 200 aujourd'hui), grâce à une simplification des procédures réglementaires pour faciliter l'accès au marché, au développement de nouveaux sites de lancement et à une meilleure coordination entre les agences fédérales.

Au-delà des enjeux de souveraineté et de sécurité nationale, la stratégie confirme la place centrale du spatial dans la politique industrielle américaine. Sur un calendrier très rapide, Washington entend soutenir les investissements privés, renforcer la base industrielle spatiale nationale et accélérer le développement des infrastructures nécessaires aux futures activités en orbite et au-delà. Quelques jours après cette annonce, le Président Trump a également [signé](#) un décret créant une United States Space Academy, destinée à former les futurs talents du secteur, pour répondre aux besoins croissants en compétences de l'industrie spatiale en pleine expansion.

Brèves

- Le 29 juillet, SpaceX a [annoncé](#) un contrat de 1,6 Md\$ avec l'US Space Force pour la réalisation de 18 lancements de Falcon 9 d'ici fin 2027, destinés à mettre en orbite des satellites de surveillance et de détection des menaces. Au total, SpaceX a [décroché](#) plusieurs milliards de dollars de contrats fédéraux en 2026 (environ 7 Md\$) pour construire et lancer des satellites militaires, notamment dans le cadre du programme de défense antimissile Golden Dome.
- Le 4 août, Rocket Lab a [annoncé](#) avoir obtenu un contrat de 397 M\$ avec l'US Space Force pour développer, lancer et opérer des satellites « Flatellites » destinés à détecter et suivre en temps réel les menaces aériennes. Les satellites seront lancés avec le futur lanceur Neutron de Rocket Lab. Ce contrat, le plus important contrat de défense de Rocket Lab à ce jour, s'inscrit dans un contexte de montée en puissance des acteurs privés dans les programmes spatiaux militaires américains et le renforcement des capacités industrielles et technologiques américaines, dont de surveillance spatiale.
- Le 2 septembre, Uber a [annoncé](#) la suppression de 3 300 emplois, soit environ 10 % de ses effectifs mondiaux (la plus forte coupe depuis la pandémie de Covid-19) dans le cadre d'une restructuration visant à simplifier son organisation et réduire ses coûts. L'entreprise prévoit notamment de diminuer le nombre de managers de 20 %. Ces économies doivent permettre de renforcer ses investissements dans les véhicules autonomes et les robotaxis, un secteur stratégique face à ses concurrents Waymo et Tesla.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 1^{er} septembre, le groupe Keurig Dr Pepper a [annoncé](#) une opération de 925 M\$, comprenant la cession de sa participation dans Chobani pour 800 M\$, ainsi que d'une usine à Allentown (Pennsylvanie) pour 125 M\$. Cette opération s'inscrit dans un plan de restructuration du groupe après l'acquisition de JDE Peet's et doit notamment contribuer à réduire son endettement. La cession de l'usine intervient alors que Chobani prévoit d'y investir environ 1,2 Md\$ au cours des cinq prochaines années, avec la création de plus de 900

emplois, dans le cadre du renforcement de sa production aux États-Unis.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Le Président Trump annonce l'ouverture d'un contingent de 300 000 T de viande de bœuf

La Maison Blanche a publié, le mercredi 26 août, une « [proclamation](#) » du Président TRUMP, autorisant l'ouverture d'un contingent à droit nul de 300 000 T de viandes de bœuf, venant ainsi s'ajouter aux contingents existants. La mesure inédite est justifiée par [l'envolée du prix du bœuf](#), notamment de la viande hachée, imputable, selon la Maison Blanche, à l'administration Biden. Or, limiter l'inflation alimentaire est une priorité absolue de l'administration en place, à quelques semaines maintenant des élections de mi-mandat.

A compter du 1^{er} septembre 2026, le contingent sera ouvert aux pays et régions autres que [ceux](#) bénéficiant déjà de telles préférences (« *Other countries and regions* »). Autrement dit, le Brésil, le Paraguay, le Japon, mais aussi les Pays-Bas et l'Irlande dans l'Union européenne, pourront tirer avantage de cette mesure. Le contingent sera « consommé » par tranche mensuelle de 100 000 T ; la mesure expirera au plus tard le 30 novembre 2026 et le principe du « premier arrivé, premier servi » sera de rigueur. Enfin, la disposition prévoit que la viande importée sous ce régime soit d'un prix inférieur de 25% à celui du marché.

Si elle est censée satisfaire le consommateur américain (et donc un électorat large), la mesure est fortement décriée par les éleveurs et certains élus républicains. La filière bovine subit une crise structurelle au cours des dernières années, en raison des sécheresses persistantes et récurrentes. Le cheptel connaît son [niveau](#) le plus bas depuis 1951 (86 M de têtes), ce qui contribue au renchérissement de la viande. Par ailleurs, la diffusion de foyers de [New World Screwworm](#) au Texas ne fait qu'amplifier l'anxiété et le mécontentement des éleveurs.

11. En parallèle, la Secrétaire à l'Agriculture annonce un plan d'action destiné à reconstruire le *Great American Beef Herd*

En ce 31 août, à la veille de l'ouverture du contingent de 300 000 T de viandes de bœuf, la Secrétaire à l'Agriculture a [annoncé](#) un vaste plan en faveur des éleveurs, visant à reconstituer le grand cheptel bovin à viande américain. La Secrétaire a expliqué le déclin du bétail américain par l'application de lourdes réglementations environnementales, décidées par la précédente administration. Le plan, dont le financement n'a pas été détaillé, permettra – entre autres – de revoir à la hausse la valeur marchande des animaux victimes de désastres naturels, d'aider les éleveurs à reconstruire plus rapidement les infrastructures d'élevage après incendie ou catastrophes naturelles, enfin de donner la priorité au bœuf américain en restauration collective relevant de l'Etat fédéral ou des Etats fédérés (prison, hôpitaux).

Brèves

- Une toxi-infection alimentaire collective (TIAC), due à la consommation de laitues *iceberg* contaminées par du *cyclospora* (parasite unicellulaire, à l'origine de troubles digestifs), frappe les Etats-Unis depuis le 14 juin dernier. Selon les *Centers for Diseases Control and Prevention* ([CDC](#)), 11 458 cas ont été recensés dans 20 Etats et 458 patients ont été hospitalisés ; 2 décès sont à déplorer. Sous la supervision de la *Food and Drug Administration* ([FDA](#)), l'établissement producteur, *Taylor's Farms de Mexico* (ville de Guanajuato - Mexique), a procédé à un rappel des lots de laitues commercialisées aux Etats-Unis, le 17 juillet. Bien que les laitues incriminées aient été définitivement retirées du marché américain, de nouveaux cas de malades sont identifiés au fil des investigations menées par le CDC (3 nouveaux cas recensés le 27 août).

Numérique et innovation

12. La Maison Blanche publie une stratégie visant à réorganiser la recherche fédérale autour de priorités technologiques

Le 21 juillet, la Maison Blanche a [publié](#) le rapport *Science: A New Golden Age*, présenté par Michael Kratsios, directeur de l'Office of Science and Technology Policy (OSTP), comme une refonte du système fédéral de recherche et développement (R&D), 80 ans après

le rapport *Science: The Endless Frontier* de Vannevar Bush, qui avait posé les bases du système américain de soutien public à la recherche fondamentale. Le document propose de réorienter les financements publics vers un nombre restreint de priorités technologiques, notamment l'intelligence artificielle, le quantique, les semi-conducteurs, la robotique, les communications avancées, les matériaux et la fusion nucléaire.

Le rapport préconise de revoir l'allocation des quelque 200 Md\$ de financements fédéraux annuels en R&D, en réduisant la part des financements attribués aux universités et autres « institutions héritées » (*legacy institutions*) au profit d'un soutien plus direct aux chercheurs et d'une plus grande ouverture à de nouveaux acteurs. Il recommande notamment de diversifier les mécanismes d'attribution des financements, au-delà de l'évaluation traditionnelle par les pairs, avec des financements accélérés, de long terme ou destinés à des projets plus risqués.

Le rapport accorde également une place accrue au secteur privé, en préconisant de renforcer les partenariats entre industrie, universités et gouvernement et de faciliter l'accès des entreprises aux infrastructures de recherche fédérales. L'IA est présentée comme un outil transversal susceptible d'accélérer la recherche, notamment à travers la Mission Genesis (voir [Brèves Sectorielles du 2 décembre 2025](#)), qui vise à mobiliser les infrastructures et données scientifiques fédérales pour développer des usages de l'IA dans la recherche.

Ces orientations ont suscité des réactions contrastées dans la communauté scientifique, certains acteurs estimant qu'elles pourraient réduire le rôle des universités et les financements consacrés aux sciences du vivant, à la santé publique et aux sciences sociales.

13. La Maison Blanche autorise des entreprises privées à mener des opérations cyber offensives contre des organisations criminelles étrangères

Le 12 août, la Maison Blanche a [publié](#) un mémorandum présidentiel (*Presidential Memorandum*) établissant un programme permettant à des entreprises américaines préalablement agréées de conduire, sous le contrôle du gouvernement fédéral, des opérations cyber contre des organisations criminelles transnationales étrangères. Le dispositif vise notamment à mobiliser les capacités techniques du secteur privé pour lutter contre la fraude, les cyberattaques et autres activités criminelles transnationales.

Le programme, placé sous l'autorité du *National Coordination Center* (NCC), permettra aux entreprises participantes de mener des

opérations de « cyber surveillance », consistant à accéder à des systèmes informatiques afin d'en recueillir des informations, ainsi que des « Cyber Effects Operations », visant notamment à manipuler, perturber, dégrader ou détruire des systèmes ou infrastructures informatiques. Ces opérations devront cibler exclusivement des organisations criminelles étrangères et être conduites pour le compte et sous la direction du gouvernement fédéral.

Les entreprises devront être soumises à un processus de sélection et de contrôle approfondi et conclure un contrat avec le Department of Justice (DoJ) ou le Department of Homeland Security (DHS). Chaque opération devra être examinée et approuvée conjointement par les responsables du programme au DoJ et au DHS. Les opérations susceptibles d'entraîner des pertes humaines ou de constituer un « recours à la force » ou une attaque armée au sens du droit international seront exclues.

Les procédures opérationnelles devront être définies sous 60 jours et prévoir notamment des garanties concernant les personnes et systèmes américains, ainsi qu'une validation préalable de chaque opération. Un premier rapport sur le programme devra être remis dans les 180 jours, puis annuellement. Le dispositif est présenté par la Maison Blanche comme une extension de l'action fédérale contre la cybercriminalité, tandis que des analyses juridiques soulignent le caractère inédit de l'implication directe d'entreprises privées dans des opérations cyber offensives sous contrôle gouvernemental.

14. Meta conclut un accord de plus de 17 Md\$ avec plusieurs États fédérés sur la protection des mineurs

Le 26 août, Meta a [conclu](#) avec la quasi-totalité des États américains un accord amiable mettant fin à plusieurs procédures engagées contre l'entreprise concernant les effets de Facebook et Instagram sur les mineurs. D'un montant pouvant atteindre 17,1 Md\$ sur dix ans, l'accord porte notamment sur des accusations selon lesquelles Meta aurait conçu ses plateformes pour favoriser leur usage excessif par les adolescents, exposant certains utilisateurs à des risques pour leur santé et leur sécurité. Sur ce total, quelque 12,7 Md\$ sont acquis aux États, le solde (environ 5,3 Md\$) restant conditionné aux engagements d'autres plateformes en ligne.

Au-delà du paiement, Meta s'engage notamment à :

- **Temps d'écran** : plafonner à deux heures par jour l'usage cumulé de Facebook et Instagram pour les moins de 18 ans, avec des pauses après 15, 60 et 90 minutes ;

- **Horaires** : bloquer l'accès de minuit à 6 h et couper les notifications pendant les heures de classe (8 h-15 h) ;
- **Fonctionnalités** : masquer par défaut les « likes » et réactions sur les comptes de mineurs et interdire les filtres de chirurgie esthétique ou de maquillage extrême ;
- **Algorithme** : proposer par défaut un fil non personnalisé et une option de désactivation de la lecture automatique ;
- **Contrôle parental** : élargir et simplifier les outils dédiés.

La mise en œuvre de ces mesures repose sur la vérification de l'âge, qui devient obligatoire : sous un an, Meta doit déployer sur Facebook et Instagram un système bloquant les moins de 13 ans et détectant les moins de 18 ans, certifié chaque année par un tiers indépendant.

La part conditionnelle de l'accord - environ 5,3 Md\$ - ne sera versée aux États que si YouTube et TikTok adoptent à leur tour une partie de ces mesures (limite d'une heure par jour, restrictions nocturnes et une vérification d'âge) et versent des montants équivalents.

L'accord met fin au procès fédéral ouvert à Oakland (Californie) et à la quasi-totalité des procédures étatiques. Le Texas, le Nouveau-Mexique et la Floride n'y sont pas parties, cette dernière poursuivant son action. Le respect des engagements sera contrôlé chaque année par un auditeur indépendant, pendant cinq ans.

Santé

15. La Maison Blanche annonce neuf nouveaux accords « MFN » avec des laboratoires pharmaceutiques de taille intermédiaire

Le 31 août, le Président Donald Trump a [annoncé](#) la conclusion de neuf nouveaux accords de prix « de la nation la plus favorisée » (MFN) avec des laboratoires pharmaceutiques, portant à 26 le nombre total de fabricants ayant conclu un accord avec l'administration. Selon la Maison Blanche, ces accords représenteraient désormais 89 % du marché des médicaments de marque aux États-Unis.

Contrairement aux vagues d'accords précédentes, qui concernaient les dix-sept plus grands laboratoires mondiaux [voir e.g. [Brèves sectorielles du 3 octobre 2025](#) et du [7 novembre 2025](#)], cette nouvelle série cible des entreprises de taille intermédiaire : Alcon, Astellas Pharma, BeOne Medicines, BridgeBio, CSL, Kyowa Kirin, Sun Pharma, Teva Pharmaceuticals et UCB. Les accords portent sur des traitements pour des pathologies variées, dont l'hémophilie, la maladie de Parkinson, la dégénérescence maculaire, le glaucome, des

maladies hépatiques, des affections cutanées et plusieurs formes de cancer.

Le contenu de ces neuf nouveaux accords reprend le cadre établi lors des précédentes annonces :

- (i) l'accès des bénéficiaires de Medicaid aux médicaments concernés à un prix MFN ;
- (ii) l'engagement de lancer les futurs médicaments innovants à des prix comparables à ceux pratiqués dans les autres pays développés ;
- (iii) une contribution collective d'au moins 19,6 Md\$ en investissements de fabrication aux États-Unis.

La communication de la Maison Blanche met également en avant les engagements de plusieurs entreprises à fournir des principes actifs pharmaceutiques à la *Strategic Active Pharmaceutical Ingredients Reserve* (SAPIR), réserve stratégique destinée à réduire la dépendance américaine aux approvisionnements étrangers en cas d'urgence. UCB contribuera ainsi 163 tonnes de lévétiracétam (anticonvulsivant), Sun Pharma 71,4 tonnes de clindamycine et 6,75 tonnes de doxycycline (antibiotiques), Teva 45 tonnes de métronidazole et 4,8 tonnes d'amlodipine, et Astellas 25 kg de tacrolimus (immunosuppresseur).

La Maison Blanche chiffre à 700 M\$ les économies réalisées par les patients via la plateforme TrumpRx depuis son lancement en février 2026, et indique que plus de 500 000 seniors ont bénéficié depuis juillet 2026 d'un accès aux traitements GLP-1 contre l'obésité à 50 dollars par mois, pour une économie totale de 216 M\$. Le Conseil des conseillers économiques (CEA) projette des économies totales de 600 Md\$ sur la prochaine décennie grâce à l'ensemble des accords MFN conclus.

L'administration souligne par ailleurs que chacun des 17 laboratoires initialement sollicités dans les lettres du Président de juillet 2025 a désormais conclu un accord, et appelle le Congrès à adopter le *Great Healthcare Plan*, qui vise à inscrire dans la loi les mécanismes de baisse des prix des médicaments, de réduction des primes d'assurance et de transparence des prix.

Brèves

- Le 31 août 2026, Eli Lilly a [annoncé](#) l'acquisition de Merida Biosciences, une biotech de Cambridge (Massachusetts) spécialisée dans une nouvelle classe de thérapeutiques de précision visant à éliminer sélectivement les auto-anticorps pathogènes (agents responsables de maladies auto-immunes et allergiques) sans supprimer le système immunitaire dans son ensemble, pour un montant pouvant atteindre 2,875 milliards de dollars en numéraire, incluant un paiement initial

et des jalons conditionnels. Cette acquisition, qui devrait être finalisée au quatrième trimestre 2026, s'inscrit dans la stratégie d'Eli Lilly de diversification au-delà du cardiométabolique vers l'immunologie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)